
Finance Watch peut-elle assainir le monde de la finance?



Dossier spécial Finance Watch - 23/01/2012

Finance Watch peut-elle assainir le monde de la finance?



Dossier rédigé par l'expert Benoit Forin

L'hypertrophie de la sphère financière, par rapport à l'économie productive, engendrée par la globalisation est propice à l'apparition de certains comportements débridés. L'apparente impuissance des régimes démocratiques face à cette situation contribue sans doute à la montée du populisme aux États-Unis et en Europe. L'aventure de Finance Watch prouve que les institutions publiques n'ont pas dit leur dernier mot.



Les effets de la globalisation financière

L'un des effets les plus remarquables de la globalisation financière a été la constitution de conglomérats bancaires d'une dimension planétaire sans précédent. La création de l'euro a eu, régionalement, le même effet: rationalisation, intégrations, fusions-absorptions des groupes financiers. Des opérations qui ont abouti, au début des années 2000, à la constitution d'entreprises intervenant sur tous les marchés: banque, assurance, financements spécialisés, ingénierie financière, banque de marché. Les acteurs dominants de la finance, «trop gros pour pouvoir faire faillite», se comptent sur les doigts d'une main aux États-Unis et dans le monde.

Des groupes tout-puissants

Ils ont ainsi le pouvoir d'imposer leurs décisions à des gouvernements démocratiquement élus. Et ce, d'une triple façon:

- En déplaçant une partie ou toute leur activité dans un autre pays, lorsque celle-ci est menacée dans un pays quelconque.
- En laissant planer la crainte du chaos que provoquerait une crise systémique au cas où les finances publiques ne viendraient pas à leur secours, comme après la faillite de Lehman Brothers.
- En s'opposant à toute tentative de limitation de leurs initiatives, par la réglementation, l'interdiction ou la limitation de certaines pratiques (par exemple, le [Dodd-Frank Act](#) adopté récemment par le Congrès américain pour la protection des consommateurs financiers et une réglementation plus stricte des marchés financiers).

Cette attitude, relayée par le lobbying bancaire auprès des pouvoirs publics, est systématique. Quitte à couvrir, implicitement, des comportements à la limite de la légalité ou de la déontologie professionnelle, comme les ventes de crédits «[subprimes](#)».

Assainir le monde de la finance?



La City de Londres dicte ses conditions en matière de réglementation financière. ©Jaume Meneses (Flickr)

Vaste problème, en particulier parce que le «temps de la finance» n'est pas le même que celui des organismes de régulation. Il suffit de quelques jours à un établissement de crédit pour imaginer un nouveau produit financier, supputer sa rentabilité, identifier sa population-cible et le [véhicule](#) juridique adapté, compatible avec l'ordre réglementaire existant où exploitant ses failles.

Inversement, plusieurs mois, voire plusieurs années, sont nécessaires aux autorités de surveillance et de réglementation pour identifier une attitude déviante ou dangereuse pour la collectivité, la caractériser et prendre les mesures adaptées.

C'est autant de temps de gagné pour des professionnels peu scrupuleux ou accumulant des risques inconsidérés sur [des marchés, parfois si opaques](#) que leur simple surveillance est problématique.

Ainsi les vendeurs de crédit «subprimes» ne sont pas des établissements de crédit, entrant dans le champ d'application des réglementations bancaires. Ce sont des organismes «parabancaires» créés spécialement par ces établissements pour ce type d'opérations, échappant ainsi à toute supervision et analyse de risque objective. La suite fait partie de l'histoire...

Des autorités qui tentent de réagir

Les autorités de réglementation financière ne sont pas restées passives face à la globalisation financière ni face à la «créativité financière». Chaque pays s'est doté d'autorités de contrôle domestiques (en France, l'Autorité de Contrôle Prudentiel, aux États-Unis la Security Exchange Commission). Des instances internationales comme le Conseil de la Stabilité Financière explorent, depuis plus de 10 ans, les voies d'une surveillance «macro-prudentielle» du système financier international. Et le G8 et le G20 ont explicitement inscrit à l'ordre du jour de leurs réunions la recherche des moyens d'une mise sous contrôle de la finance internationale.

Première difficulté: Dans chaque pays le système bancaire tente d'influencer les pouvoirs publics en les persuadant que ses intérêts ne font qu'un avec l'intérêt national, en terme de revenus et d'emplois à sauvegarder, ou d'indépendance à conserver vis-à-vis des financiers étrangers. Ce lobbying est souvent une réussite, comme le montre l'exemple du Royaume-Uni. Les gouvernements se neutralisent les uns les autres, en tentant, sous couvert d'une unanimité de façade, de tirer chacun son épingle du jeu. L'exemple de la «[taxe Tobin](#)» visant à limiter l'expansion indéfinie de la sphère financière le montre: il suffit d'un seul «franc-tireur» pour que la taxe perde, de fait, sa raison d'être. C'est le même problème pour la réglementation des places off-shore et des paradis fiscaux.

Seconde difficulté: Le monde de la finance est réputé mystérieux et complexe pour le profane et pour les membres des parlements. Il est plus facile de parler de contrefaçon lorsqu'il s'agit de billets de banque (tout le monde sait de quoi il s'agit !) que quand il est question «[d'emprunts toxiques](#)». La «fausse monnaie scripturale» est une idée encore neuve. Et les parlementaires n'ont que peu de temps à consacrer à chacune des multiples questions qu'ils examinent. Encore moins de temps lorsqu'ils cumulent plusieurs mandats, comme en France. Il est facile de comprendre qu'ils accueillent bien volontiers les synthèses, statistiques et dossiers que des «think-tanks» leur préparent tout exprès.

Un sursaut du Parlement européen en 2010



Les lobbyistes du milieu bancaire sont omniprésents au Parlement européen. ©Salim Shadid

Au printemps 2010, des députés européens constatent que la seule force d'influence assidue auprès d'eux lorsqu'il s'agit de discuter et d'amender des textes touchant au domaine bancaire et financier est...précisément le monde de la banque et de la finance lui-même. Un secteur qui entretient à cet effet plus de 300 lobbyistes à Bruxelles.

Leurs objectifs: Présenter sans relâche comme inutile, ou dangereuse pour l'intérêt général et celui de la profession, toute velléité de réglementation. Ou, à tout le moins, en atténuer la portée.

Leurs armes: Des diagnostics, études, statistiques présentés dans un sens naturellement favorable aux intérêts qu'ils représentent.

Dans une pétition, «[Call for a finance watch](#)», les parlementaires dénoncent ce biais dans le débat de la réforme financière. Ils estiment que le manque de contre-expertise est un danger pour la démocratie. La situation n'a en effet rien à voir avec les questions d'environnement, où une quantité d'ONG s'activent face à l'information gouvernementale officielle ou à la (dés)information des milieux industriels. De même, les syndicats de travailleurs sont présents pour contrer la parole patronale lors des débats en matière sociale. Rien de comparable face aux pressions du lobby bancaire.

Ils appellent donc la société civile (ONG, syndicats, chercheurs universitaires, think-tanks...) à mettre en place cette contre-expertise. Des organisations nouvelles pourraient faire leur propre analyse du monde financier et diffuseraient leurs diagnostics dans les médias.

Finance Watch, un lobby issu de la société civile

«Finance Watch», une association basée à Bruxelles, est née en avril 2011 comme une réponse à cet appel du Parlement européen. Ses premiers travaux sont réalisés par un petit nombre d'experts, souvent issus du monde bancaire, parfois après un détour par le secteur humanitaire. Ils présentent en termes simples une position indépendante sur questions en débat: les «[credit default swaps](#)», les [normes Bâle III](#) de renforcement des fonds propres des banques, les marchés dérivés, le « trading haute fréquence »...



Occupy Wall street appelle à une réforme du système financier. ©Barry Solow (Flickr)

La plupart des organisations de riposte au monde de la finance, notamment aux États-Unis, se sont manifestées une fois les dégâts avérés, comme les «[Whistleblowers](#)» pour la défense des consommateurs de crédit ou des épargnants, ou les différents mouvements «[Occupy Wall Street](#)».

A l'inverse, Finance Watch est le premier exemple européen d'une organisation capable d'intervenir en amont des décisions en matière financière, en se plaçant hors des intérêts particuliers habituellement relayés par les médias. En prenant à témoin la société civile et ses représentants, elle rejoint des ONG comme GreenPeace, Amnesty International ou l'Institut de Recherches sur la Paix de Stockholm. Sa fragilité réside, outre sa jeunesse, dans son financement, basé uniquement sur des dons privés.

Une démarche à compléter

Cette action a priori est bienvenue, et ne demande qu'à se répliquer au niveau national. Car chaque État dispose d'une marge de manœuvre lors de la transposition au niveau national d'une directive européenne, et les lobbies bancaires en profitent. Ils agissent d'autant plus facilement que le pouvoir est concentré dans peu de mains.

Une telle démarche devrait aussi se compléter d'une veille financière permanente, afin de chercher en même temps que les financiers les vides et failles de la législation pouvant être mis à profit. Le retour de l'initiative politique en serait certainement facilitée.

C'est sans doute la prochaine étape pour compliquer les agissements de la sphère financière. Un milieu trop habitué, grâce à un dialogue exclusif avec les pouvoirs publics, à prendre ses aises avec les intérêts de la société.